

Concours de rédacteur territorial

TESTEZ VOS CONNAISSANCES

Droit public

- Les questions sont posées de différentes manières pour obliger le candidat à changer de méthode de raisonnement.

- Répondez aux questions en un temps donné: 1 heure 30.

QUESTIONS

1- Le régime présidentiel est un régime de:

- confusion des pouvoirs
- collaboration des pouvoirs
- séparation des pouvoirs

2- « La langue de la République est le français ». Cette disposition se trouve dans:

- la déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789
- le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946
- la Constitution du 4 octobre 1958

3- Lors de l'élection présidentielle ne sera élu au 1er tour que le candidat qui recueillera la majorité absolue des suffrages exprimés, ne pourront se présenter au 2ème tour que:

- les 2 candidats qui ont recueilli le plus grand nombre de suffrages au 1er tour
- les 2 candidats qui, le cas échéant après retrait de candidats plus favorisés, se trouveraient avoir recueilli le plus grand nombre de suffrages au 1er tour
- les candidats qui ont obtenu au 1er tour un nombre de suffrages au moins égal à 12,5 pour cent du nombre des électeurs inscrits

4- Combien y-a-t-il eu de présidents de la République élus au suffrage universel depuis 1958 ?

- 3 5 7 9

5- L'article 13 de la Constitution énonce un certain nombre d'emplois dont les nominateurs ont lieu en conseil des ministres, cette liste est-elle limitative ?

- OUI NON

6- à 9- Parmi les actes du président de la République quels sont ceux qui n'ont pas à être contresignés par le Premier ministre:

- réunion du Parlement en session extraordinaire
- nomination du Premier ministre
- signature des ordonnances
- pouvoirs exceptionnels en cas de crise grave
- exercice du droit de grâce
- droit de message

- nomination des ministres
- prononcer la dissolution de l'assemblée nationale

10- Est-ce le même organe qui « conduit la politique de la nation » et qui « dirige l'action du Gouvernement » ?

OUI

NON

11- L'article 27 de la Constitution du 4 octobre 1958 indique que le mandat des membres du Parlement ne peut être:

- impératif
- itératif
- représentatif

12- En cas de contestation sur la régularité de l'élection des députés et des sénateurs qui statue:

- le Conseil d'Etat
- le Conseil Constitutionnel
- la Cour de Cassation
- le Tribunal des conflits

13- Le droit de vote des membres du Parlement est personnel. La loi organique peut autoriser exceptionnellement la délégation de vote. De quelle nature est le texte qui a prévu que nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat:

- constitutionnelle
- législative (loi ordinaire)
- législative (loi organique)
- réglementaire

14- Le président du Sénat comme le président de l'Assemblée nationale est élu pour la durée de la législature:

OUI

NON

15- à 18- La loi fixe les règles concernant:

- la nationalité
- la libre administration des collectivités locales
- le régime électoral des assemblées locales
- l'enseignement
- le droit syndical
- la création des catégories d'établissements publics
- les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires
- l'organisation générale de la défense nationale

19- Les commissions mixtes paritaires interviennent:

- en tant que commissions permanentes des assemblées
- en tant que commissions spéciales des assemblées
- lorsque la procédure de la navette n'aboutit pas à l'adoption d'un texte

20- Tous les membres du Conseil constitutionnel sont nommés:

VRAI

FAUX

21- Est-ce qu'un ancien président de la République pourrait être nommé président du Conseil Constitutionnel:

OUI

NON

22- Les membres du conseil économique et social sont désignés pour:

- 3ans 4ans 5ans 6ans 9ans

23- La population moyenne d'une commune française est de combien d'habitants ?

- 360 530 1650 3555
 9222

24- Depuis quand existent les communautés d'agglomération ?

- 1959 1966 1972 1992
 1999

25- L'administration territoriale de la République est assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat

- VRAI FAUX

26- La dénomination commissaire de la République est apparue dans:

- la Constitution du 4 octobre 1958
 la loi du 2 mars 1982
 la loi d'orientation du 6 février 1992
 le décret du 10 mai 1982
 le décret du 1er juillet 1992

27 à 29- Pour exercer leurs missions les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat sont organisés dans le cadre des circonscriptions territoriales suivantes :

- circonscription régionale
 circonscription départementale
 circonscription de pays
 circonscription d'arrondissement
 circonscription cantonale
 circonscription communale

30- A l'exception de Paris, Lyon et Marseille le nombre minimal et maximal des membres d'un conseil municipal est de:

- 11 et 73
 9 et 69
 9 et 73
 11 et 69
 7 et 69
 7 et 73

31- Le maire et les adjoints sont élus:

- au scrutin secret à trois tours
 au scrutin majoritaire à deux tours
 au scrutin majoritaire indirect à trois tours

32- « Lorsqu'un territoire présente une cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale, il peut être reconnu à l'initiative des communes comme ayant vocation à former:

- une communauté de communes
 un arrondissement
 un pays
 une agglomération

33- Le président du conseil général est élu pour une période de:

- 1an 3ans 6ans 9ans

34- Lors des prochaines élections régionales les conseillers régionaux seront élus pour:
 4ans 5ans 6ans 7ans

Qu'est-ce qui est vrai

35- les actes pris par les autorités communales sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication et leur transmission au représentant de l'Etat

36- dans les communes de 2.500 à 3.500 habitants les arrêtés municipaux à caractère réglementaire sont publiés dans un recueil des actes administratifs

37- l'abrogation entraîne une disparition rétroactive de l'acte

38- le Conseil d'Etat est composé de six sections

39- les juridictions pénales sont compétentes pour interpréter les actes administratifs et pour en apprécier la légalité lorsque, de cet examen, dépend la solution du procès pénal qui lui est soumis

40- Le partage du contentieux de l'activité administrative entre les juridictions judiciaires et les juridictions administratives en France s'appelle:

- double degré de juridiction
- dualité de juridiction

41- un recours devant l'auteur de l'acte est:

- un recours hiérarchique
- un recours incident
- un recours gracieux

42- les tribunaux administratifs ont été créés en :

- 1872 1946 1953 1987
- 1989

43- la juridiction compétente pour examiner les conflits de compétence entre juridictions administratives est:

- le conseil des prises
- le tribunal des conflits
- le conseil constitutionnel
- le conseil d'Etat

44- lorsque le représentant de l'Etat assortit son recours d'une demande de sursis à exécution et que l'acte attaqué est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle, le sursis doit être prononcé dans les:

- 24heures 48heures 72heures 10jours

45- la motivation obligatoire de certaines décisions individuelles résulte de la loi

- du 11 juillet 1979
- du 2 mars 1982
- du 22 juillet 1982
- du 3 février 1992

46- l'arrêt de principe qui a consacré la notion de service public à caractère industriel et commercial est l'arrêt:

- TC 8 février 1873 Blanco

- CE 6 février 1903 Terrier
- CE 28 février 1919 Dames Dol et Laurent
- TC 22 janvier 1921 Société commerciale de l'ouest africain
- CE 14 janvier 1938 Société anonyme des produits laitiers « La Fleurette »

Qu'est-ce qui est faux

47- le délai de recours contentieux est de deux mois

48- c'est dans un considérant de l'arrêt du CE 31 juillet 1912 Société des granits porphyroïdes des Vosges que l'on trouve dégagé le critère jurisprudentiel du contrat administratif

49- dans les communes de plus de 3.500 habitants la composition des commissions d'appel d'offres et des bureaux d'adjudication doit respecter le principe majoritaire pour permettre l'expression démocratique des élus au sein de l'assemblée communale

50- l'établissement public est un mode de gestion du service public

51- l'arrêt du CE 3 février 1911 Anguet reconnaît qu'un même dommage peut trouver son origine dans une faute de service et dans une faute personnelle

52- Le principe de continuité qui s'applique aux services publics est un principe

- a valeur réglementaire
- a valeur législative
- a valeur constitutionnelle
- a valeur communautaire

53- Dans les services publics lorsque les personnels font usage du droit de grève, la cessation concertée du travail doit être précédée d'un préavis qui doit parvenir combien de jours avant le déclenchement de la grève ?

- 3 jours 5 jours 10 jours 15 jours

54- Un acte administratif unilatéral est :

- une manifestation de volonté d'une autorité administrative qui modifie l'ordonnancement juridique et s'applique à d'autres sujets de droit que l'auteur de l'acte
- un acte reposant sur un accord de volonté qui va régir les relations réciproques de ses auteurs

55- un règlement est :

- un acte administratif unilatéral à portée générale et impersonnelle
- un acte qui vise plusieurs personnes nommément désignées

56- La théorie du fait du prince est une théorie jurisprudentielle qui concerne :

- un acte de Gouvernement
- une mesure édictée par une personne publique ayant pour conséquence d'imposer à son contractant une exécution plus onéreuse ou plus difficile d'un contrat administratif
- un aléa économique qui est anormal et imprévisible, indépendant de la volonté des parties et qui entraîne un bouleversement de l'économie générale du contrat

57- La douleur morale constitue un dommage indemnisable depuis l'arrêt :

- CE 26 juillet 1918 époux Lemonnier
- CE 20 avril 1956 époux Bertin
- CE 24 novembre 1961 consorts Letisserand
- CE 25 septembre 1970 commune de Batz-sur-mer

58- Une infraction pénale commise par un fonctionnaire

- constitue nécessairement une faute personnelle
- peut constituer selon les circonstances une faute personnelle ou une faute de service

59- De quand date la loi qui prévoit dans son article 1er que « les tribunaux de l'ordre judiciaire sont seuls compétents pour statuer sur toute action en responsabilité tendant à la réparation des dommages de toute nature causés par un véhicule quelconque » :

- 1937
- 1957
- 1967
- 1977

60- « La responsabilité de l'Etat n'est ni générale, ni absolue... elle a ses règles spéciales qui varient suivant les besoins de service et les nécessités de concilier les droits de l'Etat avec les droits privés » Ce texte se trouve dans :

- la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789
- la loi du 28 pluviôse an VIII
- un arrêt du tribunal des conflits
- la Constitution de 1958